

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (veuillez cocher les cases nécessaires)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre de la mesure 321 « Services de base pour l'économie et la population rurale »

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
 - Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire
 - L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - Être à jour de mes obligations fiscales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
 - Être à jour de mes cotisations sociales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,

que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production **ne relève pas** des installations classées.

que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production **relève** de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement, et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture.

Le cas échéant :

- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide**.
- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt d'une autre demande d'aide** valant autorisation de commencement
- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC).
- Récupérer en totalité la TVA
- Récupérer partiellement la TVA

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice
- A informer La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A communiquer le montant réel des recettes perçues à l'autorité de gestion.
- A ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'autorité de gestion publie au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre des programmes de développement rural, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
a) pour tous les demandeurs			
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé.	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, éventuellement fiches de paie antérieures...).	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Document ou référence permettant le rattachement à une stratégie locale de développement ou à un schéma général (des services, des activités touristiques...) visé par la structure responsable de la stratégie ou du schéma.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout document permettant de justifier de la situation du demandeur au regard de la TVA.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout document permettant de s'assurer que le demandeur a obtenu la participation des cofinanceurs. Si l'usager a demandé et obtenu des subventions d'autres financeurs sans utiliser le présent formulaire unique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En cas d'acquisition immobilière: un titre de propriété et un document justifiant le caractère onéreux si ce titre ne le spécifie pas.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les projets d'immeubles et les travaux : <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux, - le plan de situation, - le plan cadastral, - le plan de masse des travaux. 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Le cas échéant la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, ou chacun des financeurs, pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet.			
b) pour une collectivité ou un établissement public			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
c) pour un groupement d'intérêt public			
L'acte d'approbation ou convention constitutive du GIP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) pour une association			
Récépissé de déclaration en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
e) pour une société ou entreprise privée			
Preuve de l'existence légale (extrait K-bis, inscription au registre ou répertoire concerné)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Présentation de la structure demandeuse (sur la base de documents existants : plaquette, organigramme de présentation la structure qui demande l'aide...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des aides publiques directes et indirectes [p.e. prêts bonifiés] perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document et notamment celles reçues au titre des règlement de minimis ((CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 ou (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
f) pour une personne physique			
En l'absence de n° SIRET : copie d'une pièce d'identité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Éléments justifiant de l'existence de l'indivision et des noms des personnes composant l'indivision (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'affiliation à la MSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____

le _____

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*):

Cachet du demandeur

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de votre département.

**ANNEXE N° 1 DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION FEADER
MESURE 321
«SERVICES DE BASE POUR L'ECONOMIE ET LA POPULATION RURALE »**

Contribution aux objectifs de la mesure

Décrivez comment votre projet répond aux objectifs de la mesure :

Votre projet s'inscrit-il dans une démarche collective ? Oui Non .

Si oui précisez :

Veuillez préciser si cette démarche a été validée ou initiée par le Pays ou le PNR ? Oui Non

Si oui, veuillez joindre une lettre du Pays/PNR ;

Existe-t-il un schéma de service sur le territoire ? Oui Non

Si oui, de quelle manière votre projet s'intègre-t-il dans ce schéma de service ?

Contribution aux priorités transversales

■ **Priorité - Innovation**

Votre projet :

Innovation de service :

Le service offert résultant du projet aidé est-il nouveau ? Oui Non .

Ou fortement amélioré ? Oui Non

Précisez :

Innovation de partenariat :

Le projet favorise-t-il de nouveaux partenariats qui vont perdurer avec d'autres entreprises ou d'autres organismes ?
Oui Non

Si oui, concernent-ils des entreprises ou organismes du même secteur ou d'un secteur différent

Le projet implique-t-il un nouveau montage financier (partenariat public/privé...) ? Oui Non

■ **Priorité – Environnement et développement durable**

Votre projet :

Avez-vous pris en compte les effets négatifs que votre projet pourrait avoir vis-à-vis de l'environnement ? Oui Non

Si oui précisez :

Lors de sa phase d'élaboration ou de construction :

En lien avec les émissions de gaz à effet de serre :

En lien avec la consommation de ressources naturelles (eau, énergies, granulats...) :

En lien avec la maîtrise des rejets polluants (déchets, effluents...) :

Lors de sa phase de fonctionnement :

En lien avec les émissions de gaz à effet de serre :

En lien avec la consommation de ressources naturelles (eau, énergies, granulats...) :

En lien avec la maîtrise des rejets polluants :

Etes-vous engagé dans une réflexion plus approfondie en matière d'environnement ? Oui Non

Précisez le(s) type(s) de démarche :

Agenda 21
Achats éco-responsables
Autre

Souhaiteriez-vous un conseil, un appui technique, pour la mise en œuvre de cette démarche ? Oui Non

Votre projet comprend une construction, êtes-vous engagé dans une démarche HQE ? Oui Non

Si oui, veuillez vous référer à l'annexe 2 relative à la démarche HQE pour les projets comprenant une construction

■ **Priorité - Egalité entre les femmes et les hommes**

Votre projet :

Le projet aura-t-il un impact sur l'emploi des femmes ? Oui Non

Si oui, il aura des effets sur:

- le recrutement ou l'évolution professionnelle vers de l'emploi durable
- l'accès à des fonctions d'encadrement ou à la prise de décision
- l'adaptation et l'évolution des compétences pour une meilleure employabilité

Le projet aura-t-il des effets sur l'organisation du travail ? Oui Non

Si oui précisez :

- sur la recherche de mixité des emplois, pour des secteurs où les femmes sont encore peu présentes
- sur des démarches concertées pour faciliter la conciliation vie privée et vie professionnelle des femmes et des hommes

■ **Priorité – Emploi et Ressources humaines**

Votre projet :

L'investissement va-t-il entraîner directement la création de nouveaux emplois dans un délai de trois ans ? Oui Non

Si oui, à combien estimez-vous le nombre d'emplois créés dans ce délai ?

Avez-vous estimé les effets directs ou indirects sur l'emploi ? Oui Non

Si oui, précisez :

**ANNEXE N° 2 DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION FEADER
MESURE 321
«SERVICES DE BASE POUR L'ECONOMIE ET LA POPULATION RURALE »**

DEMARCHE HQE POUR LES PROJETS COMPRENANT UNE CONSTRUCTION

Pour les constructions neuves il s'agit d'intégrer certains objectifs de haute qualité environnementale en fonction de la dimension du projet.

Pour les réhabilitations, il s'agit de mettre en conformité les bâtiments avec la réglementation thermique en vigueur dans le bâti neuf et de rechercher des solutions en utilisant les énergies renouvelables.

La démarche Haute Qualité Environnementale (ou démarche HQE) a pour objectif de minimiser l'impact des constructions nouvelles ou anciennes sur l'environnement et la santé. Elle prend en compte l'ensemble du cycle de vie des bâtiments : de l'étude au chantier, pendant la durée de vie et jusqu'à la déconstruction. La démarche HQE suppose la mise en œuvre simultanée de la qualité environnementale du bâtiment et du système de management de l'opération.

a) **Le système de management environnemental du projet (SME)** : la réalisation de la Qualité Environnementale relève à la fois de l'architecture et de la technique, mais aussi de la direction et de l'organisation du projet ; il s'agit de gérer la qualité globale du bâtiment. Pour aider les maîtres d'ouvrage à mettre en place cette organisation, l'Association HQE propose un outil : « le système de management environnemental ».

b) **La qualité environnementale du bâtiment (QEB)** : l'exigence environnementale générale pour la Qualité Environnementale d'un Bâtiment (ou QEB) se décompose en quatorze exigences environnementales particulières, appelées « cibles », organisées suivant l'importance et la nature des travaux. Le projet devra répondre aux cibles fixées (cf. tableau ci-après)

Avez-vous fait appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage Haute Qualité Environnementale ? Oui Non

Avez-vous sollicité un soutien de l'ADEME ou du Conseil Régional pour une assistance à maîtrise d'ouvrage HQE ? Oui Non

Souhaitez-vous une information sur cette assistance ? Oui Non

Pour en savoir plus sur la démarche Haute Qualité Environnementale en Aquitaine, des informations pratiques, des exemples de réalisation : Le Centre de ressource sur la construction et l'aménagement durable (www.constructionsdurablesaquitaine.com).

Niveau de performance à atteindre pour chaque cible en fonction de la nature de votre projet							
Les cibles Haute Qualité Environnementale (HQE®) à atteindre	Cochez les cases correspondant à votre projet						
	Construction neuve <input type="checkbox"/>			Réhabilitation <input type="checkbox"/>			
	Profil 1	Profil 2	Profil 3	Profil 4	Profil 5	Profil 6	
	< 150 000€ <input type="checkbox"/>	Entre 150 000 et 2 000 000 € <input type="checkbox"/>	> ou égal à 2 000 000 € <input type="checkbox"/>	< 150 000€ <input type="checkbox"/>	Entre 150 000 et 2 000 000 € <input type="checkbox"/>	> ou égal à 2 000 000 € <input type="checkbox"/>	
Système de management environnemental du projet à mettre en place	-	Eléments de management du projet	Système de management du projet	-	Eléments de management du projet	Système de management du projet	
1 Relation harmonieuse des bâtiments avec leur environnement immédiat	Traitement Optimisé	Performant-	* * Performant-	-	-	-	
2 Choix intégré des procédés et produits de construction	-		Performant	-	Traitement Optimisé	-	
3 Chantier à faibles nuisances	-	-	-	-	-	-	
4 Gestion de l'énergie	Traitement Optimisé	Très Performant	Très Performant	Traitement Optimisé	Traitement Optimisé	Traitement optimisé-	
5 Gestion de l'eau	-	Performant	Performant	-	Traitement Optimisé	Traitement optimisé-	
6 Gestion des déchets d'activité	-	-	-	-	-	-	
7 Gestion de l'entretien et de la maintenance	Traitement Optimisé	* Très performant-	Très Performant	Traitement Optimisé	Traitement Optimisé	Traitement optimisé-	
8 Confort hygrothermique	-	-	-	-	-	-	
9 Confort acoustique	-	-	-	-	-	-	
10 Confort visuel	-	-	-	-	-	-	
11 Confort olfactif	-	-	-	-	-	-	
12 Qualité sanitaire des espaces	-	-	Très Performant	Une cible à choisir parmi les trois	-	-	Traitement Optimisé
13 Qualité sanitaire de l'air	-	-	Très Performant		-	-	Une cible à choisir parmi les trois
14 Qualité sanitaire de l'eau	-	-	Performant		-	-	

Je m'engage à respecter et mettre en œuvre le profil n° _____ de qualité environnementale du bâtiment correspondant à mon projet.

Fait à
le
signature

* pour les bâtiments tertiaires uniquement

* * pour les bâtiments tertiaires uniquement et ajouter une cible au choix.(12-13-14)